

ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE DU MANITOBA

PROCÈS-VERBAL

Nº 74

TROISIÈME SESSION, TRENTE-SEPTIÈME LÉGISLATURE

PRIÈRE

TREIZE HEURES TRENTE

Présentation de pétitions :

M. SCHULER — L'Assemblée législative du Manitoba demande au ministre de l'Éducation de revenir sur sa décision de séparer en deux la division scolaire de Transcona-Springfield et de permettre qu'elle demeure inchangée ou d'envisager immédiatement de convoquer une réunion de la Commission des renvois afin de trancher la question. (A. Frolick, C. Schmidt, K. Berger et autres)

M. REIMER, au nom de M. MAGUIRE, avec le consentement de l'Assemblée — Présentation d'une demande à l'Assemblée législative du Manitoba afin que le ministre des Transports et des Services gouvernementaux envisage de faire de l'achèvement de l'élargissement à quatre voies de la route transcanadienne entre Virden et la frontière de la Saskatchewan une priorité fiscale immédiate de son gouvernement et de prendre les mesures nécessaires pour que les travaux commencent au cours de l'année de construction 2002. (E. Paulls, I. Paull, B. Ogilvie et autres)

M. STRUTHERS — Adoption par l'Assemblée législative du Manitoba d'une loi modifiant la *Loi constituant en corporation « The Winnipeg Real Estate Board »*. (L. Weiss, J. McCullough, A. Wren et autres)

Lecture et dépôt de pétitions :

M. SCHULER — L'Assemblée législative du Manitoba demande au ministre de l'Éducation de revenir sur sa décision de séparer en deux la division scolaire de Transcona-Springfield et de permettre qu'elle demeure inchangée ou d'envisager immédiatement de convoquer une réunion de la Commission des renvois afin de trancher la question. (M. Wilson, D. Parisien, G. Nixon et autres)

M. REIMER, au nom de M. MAGUIRE, avec le consentement de l'Assemblée — Présentation d'une demande à l'Assemblée législative du Manitoba afin que le ministre des Transports et des Services gouvernementaux envisage de faire de l'achèvement de l'élargissement à quatre voies de la route transcanadienne entre Virden et la frontière de la Saskatchewan une priorité fiscale immédiate de son gouvernement et de prendre les mesures nécessaires pour que les travaux commencent au cours de l'année de construction 2002. (W. Soder, P. Stonehouse, K. Mitchell et autres)

Le président dépose le rapport annuel sur le fonctionnement du bureau du vérificateur général pour l'exercice qui s'est terminé le 31 mars 2002.

(Document parlementaire n° 197)

L'Assemblée permet à M. MARTINDALE de déposer le projet de loi 303 — Loi modifiant la Loi constituant en corporation le Collège William et Catherine Booth de l'Armée du Salut/The Salvation Army William and Catherine Booth Collège Incorporation Amendment Act — et d'en indiquer l'objet. Le projet de loi est lu une première fois.
Conformément au paragraphe 23(1) du <i>Règlement</i> , M ^{me} STEFANSON ainsi que MM. RONDEAU, DERKACH, MARTINDALE et GERRARD font des déclarations de député.
L'Assemblée convient de ne pas procéder aujourd'hui à l'examen des affaires émanant des députés.
L'Assemblée convient à l'unanimité de siéger de 10 heures à midi et de poursuivre ses travaux à 13 h 30 le mardi 6 août 2002 et le mercredi 7 août 2002.
Sont approuvés une par une les versions amendées des projets de loi indiqués ci-après, dont a fait rapport le Comité permanent des modifications législatives :
(N° 22) — Loi modifiant la Loi sur les écoles publiques (structure de gestion de la division scolaire de langue française)/The Public Schools Amendment Act (Francophone School Division Governance Structure);
(N° 32) — Loi modifiant la Loi sur les enquêtes médico-légales/The Fatality Inquiries Amendment Act.
Est approuvé le projet de loi 33 — Loi sur les établissements d'enseignement professionnel privés/The Private Vocational Institutions Ac — dont a fait rapport le Comité permanent des modifications législatives.
Est approuvé à la majorité le projet de loi 34 — <i>Loi sur l'observation de la Charte/The Charter Compliance Act</i> — dont a fait rapport le Comité permanent des modifications législatives.
Est approuvé le projet de loi 43 — Loi sur la protection des ours polaires/The Polar Bear Protection Act — dont a fait rapport le Comité permanent des modifications législatives.
L'Assemblée reprend le débat sur la motion de M. le <i>ministre</i> MACKINTOSH voulant que soit lu une deuxième fois et renvoyé en comité le projet de loi 2 — <i>Loi sur la gestion de la sécurité (modification de diverses dispositions législatives)/The Security Management (Various Acts Amended) Act.</i>

Mercredi 31 Juliet 2002	
Le débat se poursuit.	
M. LAURENDEAU intervient. La motion, mise aux voix, est adoptée.	
Le projet de loi est lu une deuxième fois et renvoyé en comité.	
L'Assemblée reprend le débat sur la motion de M. le <i>ministre</i> SMITH (Brandon-Ouest) voulant que so une deuxième fois et renvoyé en comité le projet de loi 17 — <i>Loi modifiant la Loi sur les coopératives</i> , Cooperatives Amendment Act.	
Le débat se poursuit.	
L'Assemblée refuse le droit de parole à M. PENNER (Steinbach) pour la reprise du débat.	
La motion, mise aux voix, est adoptée.	
Le projet de loi est lu une deuxième fois et renvoyé en comité.	
L'Assemblée reprend le débat sur la motion de M. le <i>ministre</i> CALDWELL voulant que soit lu deuxième fois et renvoyé en comité le projet de loi 20 — <i>Loi sur les centres d'apprentissage pour adultes.</i> Adult Learning Centres Act.	
Le débat se poursuit.	
M. GILLESHAMMER intervient. La motion, mise aux voix, est adoptée.	
Le projet de loi est lu une deuxième fois et renvoyé en comité.	
L'Assemblée reprend le débat sur la motion de M. le ministre SMITH (Brandon-Ouest) voulant que so une deuxième fois et renvoyé en comité le projet de loi 21 — Loi modifiant la Loi sur les sociétés en collectif et la Loi sur l'enregistrement des noms commerciaux/The Partnership Amendment and Business Na Registration Amendment Act.	nom

Le débat se poursuit.

La motion, mise aux voix, est adoptée.
Le projet de loi est lu une deuxième fois et renvoyé en comité.
L'Assemblée reprend le débat sur la motion de M ^{me} la <i>ministre</i> WOWCHUK voulant que soit lu une axième fois et renvoyé en comité le projet de loi 23 — Loi modifiant la Loi sur les produits antiparasitaires es engrais chimiques/The Pesticides and Fertilizers Control Amendment Act.
Le débat se poursuit.
L'Assemblée refuse le droit de parole à M. MAGUIRE pour la reprise du débat.
M. GERRARD intervient. La motion, mise aux voix, est adoptée.
Le projet de loi est lu une deuxième fois et renvoyé en comité.
L'Assemblée reprend le débat sur la motion de M. le <i>ministre</i> SMITH (Brandon-Ouest) voulant que soit lu e deuxième fois et renvoyé en comité le projet de loi 24 — <i>Loi modifiant la Loi sur les valeurs mobilières/The turities Amendment Act.</i>
Le débat se poursuit.
L'Assemblée refuse le droit de parole à M. LOEWEN pour la reprise du débat.
La motion, mise aux voix, est adoptée.
Le projet de loi est lu une deuxième fois et renvoyé en comité.
L'Assemblée reprend le débat sur la motion de M. le ministre CHOMIAK voulant que soit lu une deuxième set renvoyé en comité le projet de loi 31 — Loi modifiant la Loi médicale (profils des médecins et difications diverses)/The Medical Amendment (Physician Profiles and Miscellaneous Amendments) Act.
Le débat se poursuit.
M ^{me} DRIEDGER et M. GERRARD interviennent. La motion, mise aux voix, est adoptée.

L'Assemblée refuse le droit de parole à M. ROCAN pour la reprise du débat.

Le projet de loi est lu une deuxième fois et renvoyé en comité.
L'Assemblée reprend le débat sur la motion de M. le <i>ministre</i> CHOMIAK voulant que soit lu une deuxièr fois et renvoyé en comité le projet de loi 36 — <i>Loi sur la qualité de l'eau potable/The Drinking Water Safety A</i>
Le débat se poursuit.
L'Assemblée refuse le droit de parole à M. HELWER pour la reprise du débat.
M. CUMMINGS intervient. La motion, mise aux voix, est adoptée.
Le projet de loi est lu une deuxième fois et renvoyé en comité.
L'Assemblée permet à M. le <i>ministre</i> MACKINTOSH de proposer la troisième lecture et l'adoption du prode loi 33 — Loi sur les établissements d'enseignement professionnel privés/The Private Vocational Institution Act.
Il s'élève un débat.
M. le <i>ministre</i> MACKINTOSH et M ^{me} STEFANSON interviennent. Sur la motion de M. FAURSCHOU, le débest ajourné.
L'Assemblée reprend le débat sur la motion de M. le <i>ministre</i> CHOMIAK voulant que soit lu une deuxièr fois et renvoyé en comité le projet de loi 37 — Loi modifiant la Loi sur la protection de la santé des no fumeurs/The Non-Smokers Health Protection Amendment Act.
Le débat se poursuit.
L'Assemblée refuse le droit de parole à M ^{me} DRIEDGER pour la reprise du débat.
La motion, mise aux voix, est adoptée.
Le projet de loi est lu une deuxième fois et renvoyé en comité.

L'Assemblée reprend le débat sur la motion de M. le <i>ministre</i> CHOMIAK voulant que soit lu une deuxière fois et renvoyé en comité le projet de loi 38 — <i>Loi modifiant la Loi sur la santé publique/The Public Heat Amendment Act</i> .
Le débat se poursuit.
L'Assemblée refuse le droit de parole à M. LAURENDEAU pour la reprise du débat.
M ^{me} Driedger intervient. La motion, mise aux voix, est adoptée.
Le projet de loi est lu une deuxième fois et renvoyé en comité.
L'Assemblée reprend le débat sur la motion de M. le <i>ministre</i> ASHTON voulant que soit lu une deuxièr fois et renvoyé en comité le projet de loi 40 — <i>Loi modifiant le Code de la route/The Highway Traff</i> Amendment Act.
Le débat se poursuit.
L'Assemblée refuse le droit de parole à M. FAURSCHOU pour la reprise du débat.
La motion, mise aux voix, est adoptée.
Le projet de loi est lu une deuxième fois et renvoyé en comité.
L'Assemblée reprend le débat sur la motion de M. le <i>ministre</i> ASHTON voulant que soit lu une deuxièn fois et renvoyé en comité le projet de loi 42 — <i>Loi modifiant la Loi sur les véhicules à caractère non routier/Teoff-Road Vehicles Amendment.</i>
Le débat se poursuit.
L'Assemblée refuse le droit de parole à M. FAURSCHOU pour la reprise du débat.
La motion, mise aux voix, est adoptée.
Le projet de loi est lu une deuxième fois et renvoyé en comité.

L'Assemblée reprend le débat sur la motion de M. le *ministre* SELINGER voulant que soit lu une deuxième fois et renvoyé en comité le projet de loi 45 — Loi d'exécution du budget de 2002 et modifiant diverses dispositions législatives en matière de fiscalité/The Budget Implementation and Tax Statutes Amendment Act, 2002.

Le débat se poursuit.

L'Assemblée refuse le droit de parole à M. PENNER (Steinbach) pour la reprise du débat.

La motion, mise aux voix, est adoptée.

Le projet de loi est lu une deuxième fois et renvoyé en comité.

L'Assemblée reprend le débat sur la motion de M. le *premier ministre* DOER voulant que soit lu une deuxième fois et renvoyé en comité le projet de loi 46 — *Loi modifiant la Loi sur le financement des campagnes électorales/The Elections Finances Amendment Act*.

Le débat se poursuit.

L'Assemblée refuse le droit de parole à M. MURRAY pour la reprise du débat.

La motion, mise aux voix, est adoptée.

Le projet de loi est lu une deuxième fois et renvoyé en comité.

L'Assemblée reprend le débat sur la motion de M. le *ministre* MACKINTOSH voulant que soit lu une deuxième fois et renvoyé en comité le projet de loi 48 — *Loi sur la profession d'avocat/The Legal Profession Act*.

Le débat se poursuit.

L'Assemblée refuse le droit de parole à M^{me} SMITH (Fort Garry) pour la reprise du débat.

La motion, mise aux voix, est adoptée.

Le projet de loi est lu une deuxième fois et renvoyé en comité.

•
L'Assemblée reprend le débat sur la motion de M. le <i>ministre</i> LATHLIN voulant que soit lu une deuxièm fois et renvoyé en comité le projet de loi 50 — Loi sur les exploitants d'entreprises touristiques axées sur la nature/The Resource Tourism Operators Act.
Le débat se poursuit.
L'Assemblée refuse le droit de parole à M. PENNER (Steinbach) pour la reprise du débat.
La motion, mise aux voix, est adoptée.
Le projet de loi est lu une deuxième fois et renvoyé en comité.
L'Assemblée reprend le débat sur la motion de M. le <i>ministre</i> MACKINTOSH voulant que soit lu un deuxième fois et renvoyé en comité le projet de loi 51 — <i>Loi corrective de 2002/The Statutes Correction an Minor Amendments Act</i> , 2002.
Le débat se poursuit.
L'Assemblée refuse le droit de parole à M. LAURENDEAU pour la reprise du débat.
La motion, mise aux voix, est adoptée.
Le projet de loi est lu une deuxième fois et renvoyé en comité.
L'Assemblée reprend le débat sur la motion de M. le <i>ministre</i> MACKINTOSH voulant que soit lu un deuxième fois et renvoyé en comité le projet de loi 53 — Loi sur les biens des conjoints de fait et modification connexes/The Common-Law Partners' Property and Related Amendments Act.
Le débat se poursuit.
L'Assemblée refuse le droit de parole à M ^{me} SMITH (Fort Garry) pour la reprise du débat.
La motion, mise aux voix, est adoptée.
Le projet de loi est lu une deuxième fois et renvoyé en comité.

L'Assemblée reprend le débat sur la motion de M. le *ministre* MACKINTOSH voulant que soit lu une deuxième fois et renvoyé en comité le projet de loi 54 — Loi modifiant la Loi sur les conflits d'intérêts au sein

de l'Assemblée législative et du Conseil exécutif (commissaire aux conflits d'intérêts)/The Legislative Assembly and Executive Council Conflict of Interest Amendment (Conflict of Interest Commissioner) Act. Le débat se poursuit. L'Assemblée refuse le droit de parole à M^{me} SMITH (Fort Garry) pour la reprise du débat. La motion, mise aux voix, est adoptée. Le projet de loi est lu une deuxième fois et renvoyé en comité. L'Assemblée se forme en Comité des subsides, puis poursuit ses travaux en comité. L'Assemblée convient à l'unanimité de siéger de 18 h 30 à 22 heures le mercredi 7 août 2002 afin d'examiner les budgets à l'Assemblée. L'Assemblée convient à l'unanimité, pour le mercredi 7 août 2002, de renoncer au quorum et de différer la tenue de votes consignés. L'Assemblée convient à l'unanimité de permettre au Comité permanent des modifications législatives et au Comité permanent des affaires municipales de se réunir le mercredi 7 août 2002, à 18 h 30, pendant qu'elle siège. La séance est levée à 18 h 4, et l'Assemblée ajourne ses travaux à demain, 10 heures. Le président, George Hickes